

Première Synthèses

Informations

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2005

LE RECU DU CHÔMAGE SE POURSUIT
MALGRÉ LE TASSEMENT DE LA CROISSANCE

Au 4^{ème} trimestre de 2005, l'activité économique progresse moins fortement : +0,4 %, après +0,7 % au 3^{ème} trimestre. L'emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles continue de progresser : +21 000 créations d'emplois sur le trimestre, après +11 000 au trimestre précédent. Toujours dynamique dans le secteur de la construction (+12 000 postes), l'emploi augmente encore modestement dans le tertiaire (+25 000 postes). L'industrie continue à détruire des emplois, mais moins rapidement qu'au cours des trimestres précédents : -16 000 postes, soit la baisse la plus faible depuis le début de l'année 2005. Les nouveaux dispositifs du Plan de Cohésion Sociale continuent par ailleurs leur montée en charge, si bien que le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés progresse de +11 000 au 4^{ème} trimestre de 2005, après trois années de baisse quasi-continue. Ce retournement à la hausse favorise le redressement de l'emploi total : +26 000 créations nettes d'emploi. La décrue du chômage s'en trouve confortée : -51 000 demandeurs d'emploi au sens du BIT, après -59 000 au trimestre précédent. Le taux de chômage en France recule à 9,6 % à la fin du 4^{ème} trimestre de 2005, après 9,8 % à la fin du 3^{ème} trimestre. Dans la zone euro, le taux de chômage reste stable à 8,4 % de la population active fin décembre.

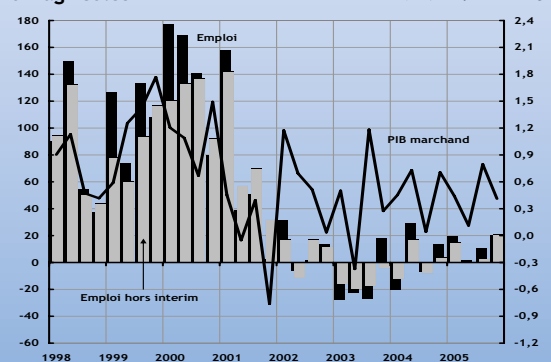
Les échanges extérieurs pèsent encore fortement sur la croissance

Après un 3^{ème} trimestre dynamique, l'activité progresse moins fortement qu'au 4^{ème} trimestre de 2005: le PIB augmente de +0,4 % sur le trimestre, après +0,7 % au 3^{ème} trimestre. En glissement annuel, le PIB augmente de +1,5 %, après +1,7 % au trimestre précédent.

Le tassement de la croissance tient principalement à la mauvaise performance du commerce extérieur. Les exportations ont fortement ralenti au 4^{ème} trimestre: +1,0 % après

+2,9 % au trimestre précédent. Dans le même temps, les importations restent sur un rythme soutenu (+2,3% au 4^{ème} trimestre après +2,6 % au 3^{ème} trimestre) du fait d'une demande intérieure hors stocks qui demeure dynamique. Les échanges extérieurs pèsent ainsi sur la croissance à hauteur de -0,4 point, après une contribution nulle au 3^{ème} trimestre. Alors que le maintien du prix du pétrole à un niveau élevé continue de peser sur la facture énergétique, le déficit de la balance commerciale s'élève à 7,7 milliard d'euros, ce qui porte le total à 22,8 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2005.

Graphique 1
Emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles



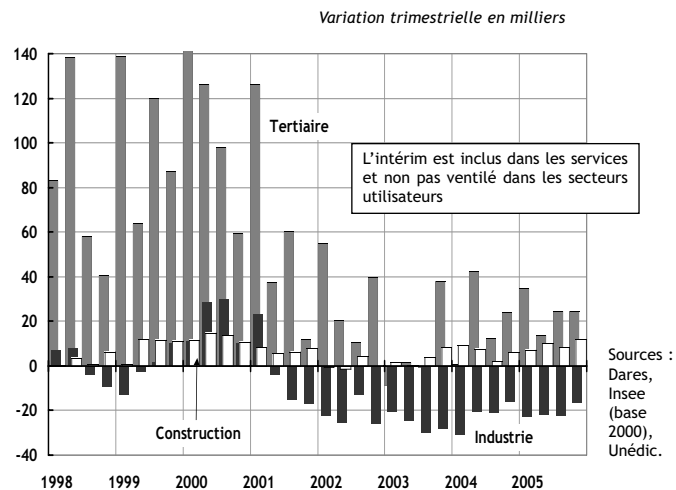
Sources : Dares, Insee, Unédic.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

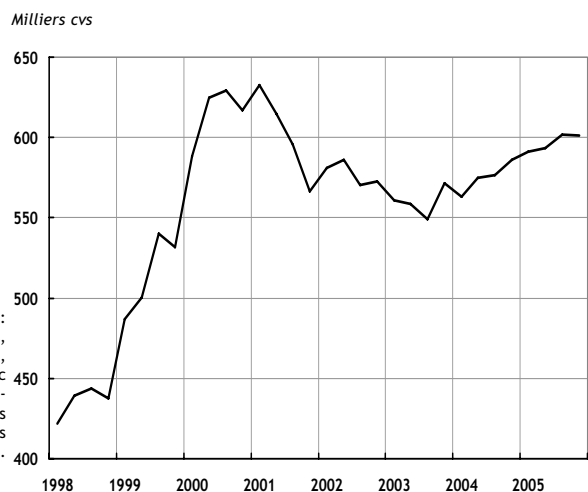


Ministère de l'emploi,
de la cohésion sociale
et du logement

Graphique 2

Emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles

Graphique 3

Emploi intérimaire

La demande intérieure hors stocks ralentit après le sursaut enregistré au 3^{ème} trimestre, en gardant cependant une bonne tenue. La consommation des ménages reste un des piliers de la croissance (+0,6 % au 4^{ème} trimestre, après +0,7 % au 3^{ème} trimestre), malgré une confiance des ménages qui reste faible. Au 4^{ème} trimestre, l'investissement des entreprises ralentit quelque peu alors que le climat des affaires tend à plafonner. Il continue toutefois de croître: +1,2 %, après +1,5 % au trimestre précédent. Le ralentissement, en partie inattendu, des exportations et de la demande intérieure, favorise en outre une reconstitution des stocks des entreprises, la contribution de ces derniers à la croissance s'élevant à +0,2 point après -0,2 point au 3^{ème} trimestre de 2005.

L'activité a également ralenti au 4^{ème} trimestre de 2005 dans la zone euro dans son ensemble: +0,3 %, après +0,7 % au 3^{ème} trimestre de 2005. Les échanges extérieurs ont pesé sur la croissance, comme en France, et la demande intérieure a fortement ralenti en raison notamment d'un tassement de la consommation des ménages en Allemagne. Le contexte économique demeure cependant favorable: le climat des affaires de la zone euro continue de s'améliorer et la confiance des ménages reste orientée à la hausse.

L'emploi salarié marchand bénéficie du raffermissement de la croissance

L'amélioration de la croissance au 3^{ème} trimestre de 2005 semble se répercuter, avec le délai habituel, sur l'emploi du secteur marchand non-agricole qui progresse de +21 000 au 4^{ème} trimestre de 2005, après +11 000 au trimestre précédent (graphique 1). Au total, sur l'année 2005, +52 000 emplois, soit +0,3 %, sont créés, après +16 000 en 2004 (tableau 1). Il s'agit de la plus forte hausse annuelle observée depuis 2003.

Malgré la contraction de l'indice de la production industrielle (IPI) au 4^{ème} trimestre de 2005 (-0,4 %, après +0,5 %), le recul de l'emploi industriel s'atténue quelque peu: -16 000 postes sont détruits au 4^{ème} trimestre 2005, alors que l'industrie supprimait plus de -20 000 emplois par trimestre depuis le début de l'année 2005 (graphique 2).

Avec +12 000 nouveaux postes au 4^{ème} trimestre de 2005, la construction demeure un secteur fortement créateur d'emplois, à l'instar des précédents trimestres. En glissement annuel, l'emploi dans la construction accélère chaque trimestre depuis 2003 pour atteindre +2,9 % au 4^{ème} trimestre. La construction devient ainsi l'un des principaux moteurs de la croissance de l'emploi en France: elle crée à elle seule

+37 000 postes sur l'ensemble de l'année 2005.

Dans le tertiaire, la création d'emplois se stabilise au 4^{ème} trimestre de 2005: +25 000, comme au trimestre précédent. Le nombre d'intérimaires est stable au 4^{ème} trimestre après avoir augmenté de +8 000 au 3^{ème} trimestre de 2005 (graphique 3). Hors intérim, la création d'emplois est plus forte qu'au 3^{ème} trimestre: +25 000 emplois au 4^{ème} trimestre de 2005, après +16 000 au trimestre précédent. C'est le secteur des services aux entreprises, hors intérim, qui est le principal soutien à la création d'emplois dans le tertiaire: +19 000 emplois, après +6 000 seulement au 3^{ème} trimestre de 2005. C'est la plus forte hausse depuis quatre ans. Le secteur conseil et assistance explique en grande partie ce dynamisme: +14 000 emplois au 4^{ème} trimestre après +4 000 au 3^{ème} trimestre de 2005. Le secteur des services aux particuliers créé un peu moins d'emplois ce trimestre: +4 000, après +6 000 au 3^{ème} trimestre. Le commerce voit ses effectifs baisser au 4^{ème} trimestre de 2005 (-4 000), après un 3^{ème} trimestre en hausse (+5 000). Au total, le tertiaire crée +98 000 emplois sur l'année 2005, après +79 000 en 2004.

Un nouveau type de contrat de travail, le *Contrat Nouvelle*

Tableau 1
De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total

Milliers / cvs	2005		2004				2005				2004	2005
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance	T/(T-4)	
	Niveau										Variation trimestrielle	
											En %	
Secteurs marchands (1)	15 489	-21	29	-7	14	19	2	11	21	0,1	0,3	
Dont :												
Industrie	3 794	-31	-21	-21	-16	-23	-22	-22	-16	-2,2	-2,1	
Construction	1 341	9	8	2	6	7	10	8	12	1,9	2,9	
Tertiaire	10 355	1	42	12	24	35	14	25	25	0,8	1,0	
<i>dont : intérim</i>	<i>601</i>	<i>-9</i>	<i>12</i>	<i>1</i>	<i>10</i>	<i>5</i>	<i>2</i>	<i>8</i>	<i>0</i>	<i>2,5</i>	<i>2,6</i>	
Non-marchand aidé (2)	256	-40	-24	-22	-5	-11	-17	-10	2	-23,7	-12,3	
Autres (3)	9 057	44	31	30	13	18	24	16	4	1,3	0,7	
Emploi total	24 803	-17	36	1	22	27	8	17	26	0,2	0,3	

Sources :
Dares, Insee,
Unédic.

(1) Secteurs marchands non agricoles (EB-EP).

(2) Contrats emploi solidarité (CES), contrats emploi consolidé (CEC), emploi jeunes et revenu minimum d'activité (RMA).

(3) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non-aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, non-salariés de tous secteurs.

Embauche (CNE), a été introduit en août 2005: il concerne les entreprises de moins de vingt salariés des secteurs marchands. Au cours du 4^{ème} trimestre, 167 000 intentions d'embauches sous CNE ont été déclarées par les entreprises, d'après les estimations de l'Acoss. À ce stade encore précoce, il est difficile d'apprécier l'impact de la mise en œuvre du CNE sur l'emploi, compte tenu du manque d'information sur le devenir des contrats signés et des effets de substitution possibles entre le CNE et les contrats traditionnels.

L'emploi total progresse plus vite au 4^{ème} trimestre de 2005 qu'au trimestre précédent: + 26 000 postes estimés, après +17 000 au 3^{ème} trimestre. Cette légère accélération de l'emploi total est favorisée par la stabilisation des emplois aidés dans le secteur non-marchand au 4^{ème} trimestre de 2005, après trois années de baisse continue.

L'emploi total progresserait ainsi de +78 000 postes en 2005, soit +0,3 %, après +43 000 en 2004.

Repli des gains de productivité et dynamisme salarial

La reprise économique en 2004 s'est accompagnée d'une faible progression de l'emploi. Ceci a permis aux entreprises de dégager de forts gains de productivité. Ce phénomène s'est atténué en 2005. Au 4^{ème} trimestre de 2005, la productivité ralentit du fait de l'infléchissement de la croissance, qui accompagne une hausse encore modeste de l'emploi. La productivité par tête dans les secteurs marchands non-agricoles augmente de +1,5 % en glissement annuel au 4^{ème} trimestre de 2005, après +1,8 % au trimestre précédent (graphique 4). Dans l'industrie, les gains de productivité sont en baisse, rejoignant leur niveau moyen sur longue période. Dans le tertiaire, les gains de productivité sont également en

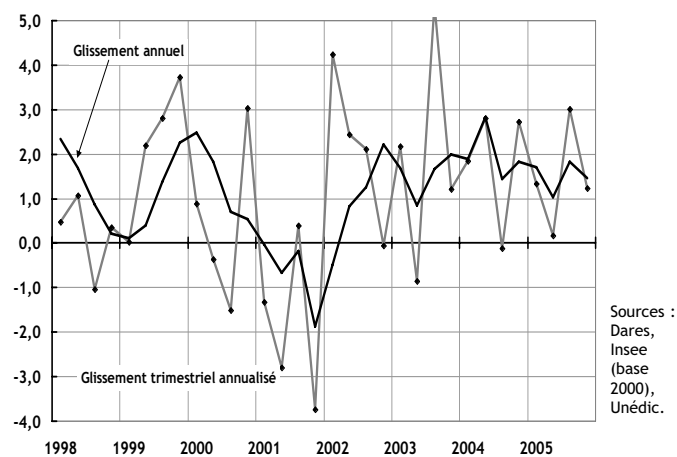
baisse ce trimestre, mais restent à un niveau proche de la moyenne enregistrée sur 2002-2004 (+1,1 %), plus dynamique que celle observée entre 1981 et 2001 (+0,5 %). Dans la construction, le dynamisme de l'emploi alimente le recul de la productivité depuis la mi-2004.

Le raffermissement des salaires de base se confirme. Du fait des gains récents de productivité, le rythme de progression des coûts salariaux unitaires reste toutefois contenu. Le salaire mensuel de base (SMB) progresse de +3 % en glissement annuel au 4^{ème} trimestre de 2005, contre +2,6 % un an plus tôt (tableau 2). Les salaires de base continuent de progresser plus rapidement dans le secteur de la construction, où l'emploi est plus dynamique.

Par ailleurs, la progression nominale des salaires de base ouvriers est à nouveau plus soutenue que celle du SMB ce tri-

Graphique 4
Productivité par tête

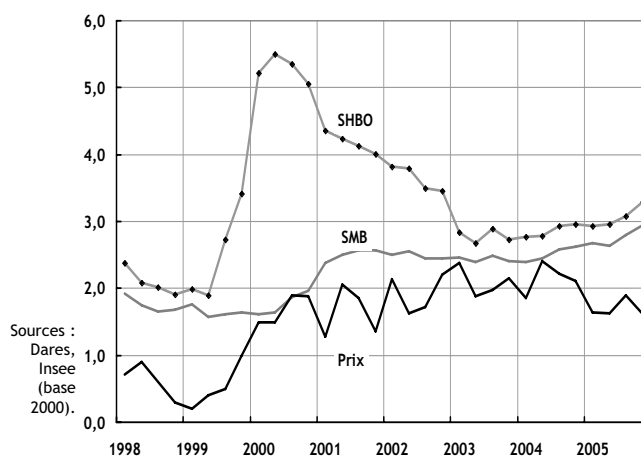
(T/T-4) en pourcentage - (T/T-1)x4 en pourcentage



Champ : Secteurs marchands non-agricoles.

Graphique 5
Salaires et prix

T/T-4 en pourcentage



mestre: +3,3 % après +3,1 % en glissement annuel au 3^{ème} trimestre de 2005 (graphique 5). Dans le cadre de la convergence vers le haut des minima salariaux (SMIC), les rémunérations minimales ont en effet été fortement revalorisées à trois reprises en juillet 2003, juillet 2004 et juillet 2005, dernière étape du processus prévu par la loi Fillon. Ces revalorisations se diffusent ensuite dans l'échelle des salaires. Ceci explique le plus grand dynamisme des salaires de base ouvriers sur la période récente.

L'inflation baisse légèrement au 4^{ème} trimestre à +1,6 % en glissement annuel, après +1,9 % au trimestre précédent. La tendance au ralentissement des prix se confirme: en moyenne annuelle, les prix ont augmenté de +1,8 % en 2005, après +2,1 % en 2004. Les salaires de base ont donc continué de gagner en pouvoir d'achat au 4^{ème} trimestre de 2005: +1,4 % en glissement sur l'année 2005, après +0,5 % en 2004, par exemple pour le SMB. Le pouvoir d'achat de la masse salariale a ainsi poursuivi son accélération, en dépit d'une

progression encore modeste de l'emploi.

Malgré le tassement de la croissance au 4^{ème} trimestre de 2005, les indicateurs de tensions continuent d'augmenter dans l'industrie, la construction et le tertiaire (graphique 6). Cette hausse est particulièrement marquée pour les métiers les plus qualifiés. Elle reste plus nette pour les professions du bâtiment, l'emploi dans la construction progressant vigoureusement depuis plusieurs trimestres. Les indicateurs commencent également à atteindre des niveaux élevés pour les métiers de l'industrie, malgré des destructions d'emplois continues depuis près de 5 ans. La progression reste plus modérée pour le tertiaire.

Le nombre d'emplois aidés se redresse

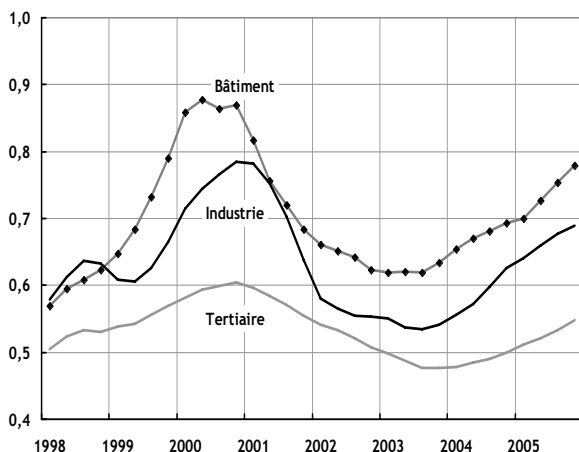
Le paysage des dispositifs des politiques de l'emploi s'est profondément modifié avec la transition vers les nouveaux contrats du Plan de Cohésion Sociale (PCS). Le Contrat

Emploi Consolidé et les Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi ont d'abord été abandonnés au début de l'année 2005. Au printemps, le Contrat Emploi-Solidarité a pris fin à son tour, au profit du Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) et du Contrat d'Avenir (CA) pour le secteur non-marchand. Dans le même temps, le Contrat Initiative Emploi (CIE) était remplacé par le nouveau CIE dans le secteur marchand. Il semble que la période de transition soit arrivée à son terme à l'automne. Le nombre total de bénéficiaires d'un emploi aidé dans l'ensemble des secteurs marchand et non marchand repart à la hausse au 4^{ème} trimestre de 2005 (+11 000), après trois trimestres consécutifs de recul (tableau 3).

Dans le secteur non-marchand, le nombre de bénéficiaires d'un emploi aidé progresse légèrement après trois années de baisse continue. Les entrées en contrats aidés dans le secteur non-marchand atteignent 98 000 au 4^{ème} trimestre de 2005, un niveau sensiblement

Graphique 6
Difficultés de recrutement

Ratio : offres d'emploi enregistrées sur demandes d'emploi enregistrées



Sources : Dares, ANPE.

Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.

Graphique 7
Demandeurs d'emploi par catégories

Milliers cvs

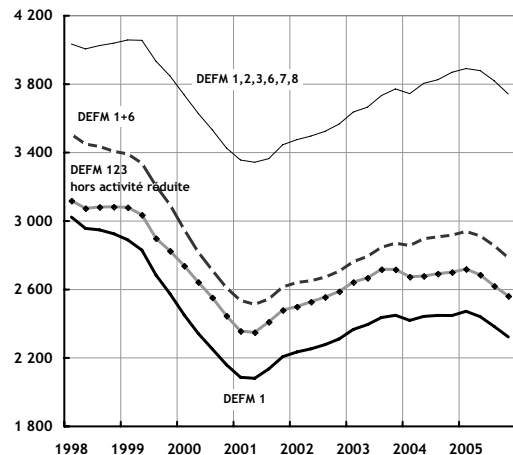


Tableau 2
Évolutions des salaires de base et des prix

	2004				2005				2004	2005
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)	%
	Variation trimestrielle en %									
Salaire Horaire de Base Ouvrier (SHBO)	0,9	0,6	1,1	0,4	0,9	0,6	1,2	0,6	3,0	3,3
Salaire Mensuel de Base Ouvrier (SMBO)	0,8	0,6	1,1	0,4	0,9	0,6	1,2	0,6	2,9	3,3
Salaire Mensuel de Base (SMB)	0,8	0,6	0,8	0,3	0,9	0,6	1,0	0,5	2,6	3,0
Prix	0,6	0,9	0,1	0,5	0,1	0,9	0,4	0,3	2,1	1,6

Sources : Dares, Insee.

Tableau 3

Entrées et stocks de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine, données en fin de trimestre	2004				2005				2004	2005
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	
Entrées										
Données brutes, Milliers et %	Entrées du trimestre								Flux T/(T-4) en %	
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	168	114	155	255	150	111	152	274	0	7
<i>Dont</i> : Abaissement de coûts salariaux	52	48	49	47	47	51	60	69	-5	47
Abattement temps partiel	0	0	0	0	0	0	0	0		
Contrat initiative emploi (ancienne formule)	27	26	19	21	24	15	1	0		
Contrat initiative emploi (PCS)	0	0	0	0	0	14	31	41		
Soutien à l'emploi des jeunes en entreprise	17	14	21	16	14	12	19	15		
Formations en alternance	94	41	84	186	79	35	71	184	0	-1
Contrat d'apprentissage	52	14	53	122	51	18	52	135		
Contrats de qualification et assimilés (2)	41	27	31	62	18	3	0	0		
Contrat de professionnalisation	0	0	0	2	10	14	19	49		
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	89	85	74	99	78	65	63	98	4	-1
<i>Dont</i> : CES - CEC (3)	83	81	70	93	74	53	12	9		
Contrats emploi jeunes	5	4	4	5	3	2	1	2		
Contrats d'avenir	0	0	0	0	0	1	4	11		
Contrats d'accompagnement dans l'emploi	0	0	0	0	0	9	46	76		
Formation des demandeurs d'emplois	155	159	151	168	151	143	138	140	0	-16
<i>Dont</i> : Stages d'insertion et de formation à l'emploi (a)	14	21	12	27	5	2	1	0		
Retraits d'activité	35	28	30	28	32	27	27	25	0	-9
<i>Dont</i> : Dispenses de recherche d'emploi	29	24	25	23	26	24	25	23		
Ensemble (4)	446	386	410	550	410	346	380	537	-1	-2
Stocks de bénéficiaires										
Données cvs - Milliers et %	Stock				Variations trimestrielles des stocks				Stock T/(T-4) en %	
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	1 153	2	9	-2	11	-7	7	-73	9	2
<i>Dont</i> : Abaissement de coûts salariaux	484	-13	6	5	5	-7	6	-46	17	1
Abattement temps partiel	63	-30	-7	-12	-2	-17	-3	-59	-9	
Contrat initiative emploi (ancienne formule)	125	8	6	3	2	4	-5	-15	-18	
Contrat initiative emploi (PCS)	84	0	0	0	0	0	14	29	41	
Soutien à l'emploi des jeunes en entreprise	118	7	2	6	7	4	-1	-2	1	
Formations en alternance	520	7	-2	-8	5	-5	-1	-19	7	0
Contrat d'apprentissage	368	6	1	-1	2	4	8	-4	6	-3
Contrats de qualification et assimilés (2)	66	1	-2	-8	1	-19	-23	-33	-43	
Contrat de professionnalisation	86	0	0	0	2	10	14	17	44	
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	256	-40	-24	-22	-5	-11	-17	-10	2	-24
<i>Dont</i> : CES - CEC (3)	59	-14	-12	-14	0	-1	-18	-53	-69	
Contrats emploi jeunes	59	-26	-12	-9	-6	-10	-9	-8	-5	
Contrats d'avenir	15	0	0	0	0	0	1	4	11	
Contrats d'accompagnement dans l'emploi	122	0	0	0	0	0	9	47	66	
Formation des demandeurs d'emplois	242	3	4	1	-1	-5	-4	-5	-1	3
<i>Dont</i> : Stages d'insertion et de formation à l'emploi	0	-7	1	-1	-1	-7	-5	-2	-1	-6
Retraits d'activité	471	-5	-6	7	3	-2	-3	-3	0	-2
<i>Dont</i> : Dispenses de recherche d'emploi	408	-1	-3	8	4	-1	-1	0	2	
Ensemble	2 122	-41	-16	-17	8	-25	-18	-90	11	-3

(1) Y compris insertion par l'économie et aide à la création d'emploi et d'activité.

(2) Contrat de qualification, d'adaptation ou d'orientation. Au 1er trimestre de 2005, des délais d'enregistrement expliquent que des entrées sont encore observées en contrat de qualification et d'adaptation.

(3) Source CNASEA.

(4) Contrat emploi-solidarité et Contrat emploi consolidé.

(5) Le total général ne comprend pas TRACE, ce dispositif regroupant des bénéficiaires passés dans diverses mesures. Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf : (a) entrées en stage.

Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

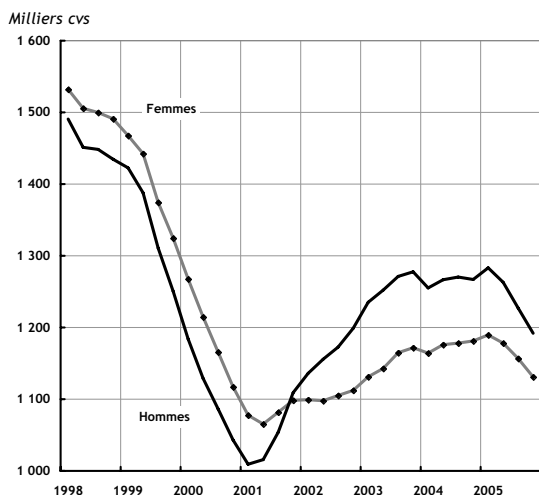
plus élevé qu'au cours du trimestre précédent, mais comparable à celui du 4^{ème} trimestre de 2004 (99 000). Elles sont désormais bien soutenues par la progression rapide du CAE : 76 000 entrées au 4^{ème} trimestre, après 46 000 au 3^{ème} trimestre. La montée en charge du Contrat d'Avenir est, quant à elle, plus graduelle : 11 000 entrées au 4^{ème} trimestre après 4 000 au 3^{ème} trimestre.

La hausse du nombre total de bénéficiaires d'emplois aidés vient aussi du secteur mar-

chand, où le nombre de bénéficiaires hors abattement temps partiel augmente de +19 000 (contre +13 000 un an auparavant). Cette progression s'explique par la montée en charge vigoureuse des nouveaux CIE : 41 000 entrées au 4^{ème} trimestre et 31 000 au 3^{ème} trimestre de 2005, contre 21 000 et 19 000 un an plus tôt pour l'ancien CIE. Les dispositifs de formation en alternance ont également été récemment réformés avec l'apparition, fin 2004, du Contrat de Professionnalisation, contrat unique qui remplace les

Contrats de Qualification, d'Adaptation et d'Orientation. Là encore, il semble que la période de transition soit achevée : les entrées en Contrat de Professionnalisation (49 000) compensent les sorties des anciens contrats (-43 000). Elles restent cependant en retrait de celles enregistrées un an auparavant pour l'ensemble des anciens contrats (64 000). Elles ne remplacent en fait que le Contrat de Qualification : 49 000 entrées au 4^{ème} trimestre de 2004. Avec 135 000 entrées au 4^{ème} trimestre, l'apprentissage

Graphique 8
Demandeurs d'emploi par sexe



Champ DEFM 1.

fait mieux que l'année passée (122 000), confirmant sa bonne tenue.

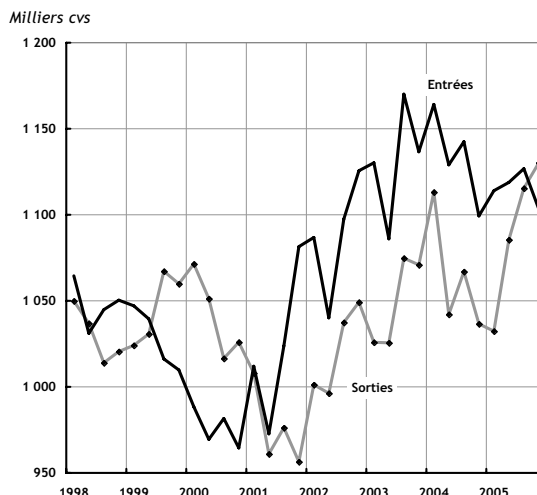
Le nombre de bénéficiaires de dispositifs de retraits d'activité stagne au 4^{ème} trimestre de 2005, après trois trimestres consécutifs de baisse graduelle. Sur l'ensemble de l'année 2005, le nombre de bénéficiaires de dispositifs de retraits d'activité recule toutefois davantage, qu'en 2004: -8 000 en 2005 après -10 000 en 2004. Les conditions d'accès à ces dispositifs ont en effet été durcies en 2003 avec la réforme des retraites, en cohérence avec les objectifs du Plan National d'Action pour l'Emploi qui visent à favoriser le maintien des plus âgés sur le marché du travail. Le nombre de bénéficiai-

res de Dispenses de Recherche d'Emploi cesse en outre d'augmenter après huit années de hausse ininterrompue: il stagne, sur l'ensemble de l'année 2005 alors qu'il avait progressé de +9 000 en 2004.

La baisse du chômage se poursuit

Le chômage poursuit sa décline avec -51 000 demandeurs d'emploi au sens du BIT au 4^{ème} trimestre de 2005, après -59 000 au 3^{ème} trimestre. A la fin du mois de décembre, le taux de chômage s'établit à 9,6 % de la population active, niveau le plus bas depuis février 2003. Le chômage décroît dans les mêmes proportions, quel que soit le concept utilisé (graphique 7). Le nombre de demandeurs d'em-

Graphique 9
Entrées et sorties de demandeurs d'emploi

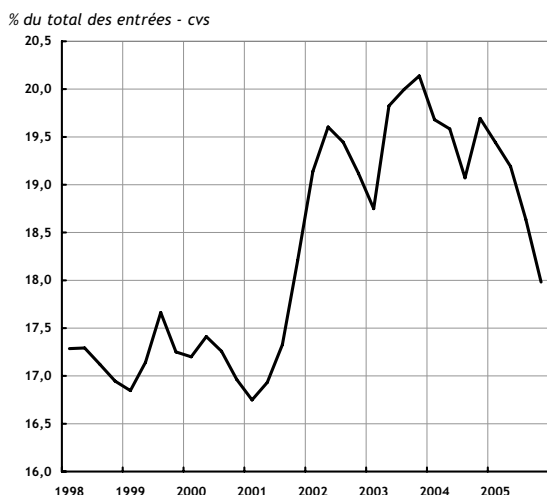


Champ DEFM 1.

Sources : Dares, ANPE.

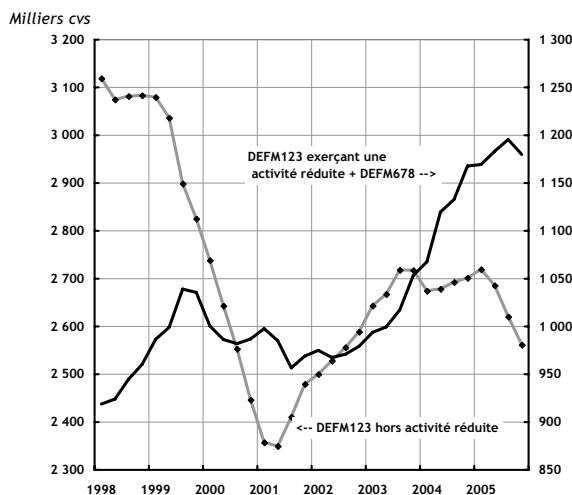
ploi de catégorie 1 (DEFM 1) continue à se replier un peu plus rapidement: -61 000 demandeurs d'emploi au 4^{ème} trimestre, après -58 000 au trimestre précédent. Cette baisse du chômage profite plus aux hommes qu'aux femmes: respectivement -35 000 et -26 000 demandeurs d'emploi de catégorie 1 au 4^{ème} trimestre (graphique 8). Au sens du concept le plus large du chômage (DEFM 1 2 3 6 7 8), le nombre de demandeurs d'emploi recule de -77 000 au 4^{ème} trimestre de 2005, après -60 000 au trimestre précédent. Le chômage de longue durée poursuit son repli entamé au 2^{ème} trimestre de 2005: -23 000 demandeurs d'emploi au 4^{ème} trimestre de 2005, après -20 000 au 3^{ème} trimestre.

Graphique 10
Licenciement ou sortie d'un PAP anticipé



Entrées en catégorie 1 suite à un licenciement économique ou individuel, ou bien en raison de la sortie d'un PAP anticipé, en % du total des entrées au chômage.

Graphique 11
Demandes d'emploi et activité réduite



Sources : Dares, ANPE.

Tableau 4

Demandeurs d'emploi par catégories et selon l'ancienneté au chômage

Milliers / cvs / Fin de trimestre	2004				2005				2004	2005	
	T4	T1	T2	T3	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)	%	
Catégorie	Niveau	Variation trimestrielle									
DEFM 1	2 323	-30	23	6	0	25	-32	-58	-61	0,0	-5,1
DEFM 1+6	2 786	-13	40	10	10	22	-27	-56	-71	1,6	-4,5
DEFM 1+2+3 hors AR	2 562	-43	4	14	9	18	-33	-65	-59	-0,6	-5,2
DEFM 1+2+3+6+7+8	3 742	-27	61	21	44	22	-12	-60	-77	2,6	-3,3
Taux de chômage BIT (pt)		9,9	10,0	10,0	10,0	10,1	10,0	9,8	9,6	-0,1	-0,4
Chômeurs longue durée de catégorie 1											
1 à 2 ans d'ancienneté	433	-14	3	13	1	7	-5	-16	-15	0,5	-6,4
2 à 3 ans d'ancienneté	156	-5	7	9	7	5	-5	-7	-9	11,1	-8,9
Plus de 3 ans d'ancienneté	131	0	1	2	1	5	3	3	0	2,8	8,9
Ensemble des CLD	720	-19	11	23	8	16	-7	-20	-23	3,1	-4,5

Sources : Dares, ANPE.

Les demandes d'emploi de catégories 1 à 3 recensent les personnes n'ayant pas exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, et qui souhaitent un contrat à durée indéterminée à temps plein (catégorie 1), à durée indéterminée à temps partiel (catégorie 2) ou à durée déterminée (catégorie 3). De façon analogue, les demandes d'emploi de catégorie 6 à 8 recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, selon le type de contrat envisagé : CDI à temps plein (catégorie 6), CDI à temps partiel (catégorie 7) ou CDD (catégorie 8). Les données sont arrondies au millier.

La population active augmenterait très faiblement depuis le début de l'année 2005 en raison de l'intensification des départs en retraite des générations du baby-boom et de la poursuite des départs anticipés en retraite pour carrière longue, prévus dans le cadre de la réforme des retraites de 2003. Dans ce contexte de population active étale, l'augmentation de l'emploi se traduit presque intégralement par une baisse du chômage. Sur l'ensemble de l'année 2005, la progression estimée de l'emploi et la faible progression de la population active n'expliquent qu'une partie du net repli du chômage.

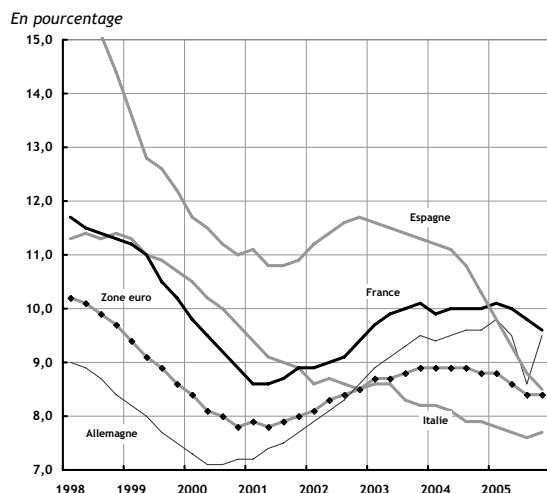
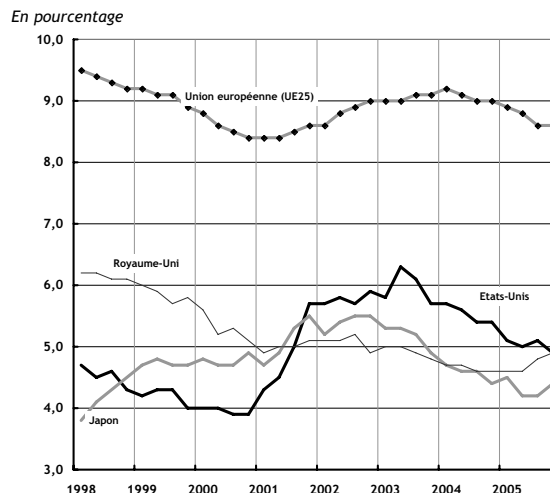
La décline du chômage résulte de la conjugaison d'une diminution du nombre des entrées à l'ANPE et d'une augmentation des sorties (graphique 9). Les entrées sur les listes de catégorie 1 reculent en effet de -24 000

au 4^{ème} trimestre de 2005, après +8 000 au 3^{ème} trimestre. En particulier, les entrées à l'ANPE suite à un licenciement économique ou une fin de PAP anticipé chutent fortement au 4^{ème} trimestre : -12 000 entrées à l'ANPE (graphique 10). Ceci reflète l'amélioration de la situation de l'emploi, mais aussi, pour partie, la montée en charge de la convention de reclassement personnalisée (CRP) qui retarde le moment de l'inscription à l'ANPE des personnes faisant l'objet d'un licenciement économique.

Les sorties de liste de catégorie 1 augmentent en outre pour le 3^{ème} trimestre consécutif : +15 000 sorties au 4^{ème} trimestre, après +30 000 au 3^{ème} trimestre. Les sorties pour radiation poursuivent leur repli entamé au trimestre précédent. Les sorties pour motif d'absence au contrôle se maintiennent en

revanche à un niveau élevé : elles représentent 41 % des sorties des listes de catégorie 1, contre 37 % au 4^{ème} trimestre de 2004. Cette augmentation des sorties pour motif d'absence au contrôle pourrait résulter pour partie d'une modification de la procédure de relance par l'Unédic des demandeurs d'emploi qui n'ont pas actualisé leur situation dans les premiers jours du mois, ainsi que d'un retard dans la mise en place de cette procédure début décembre. La prise en compte de ces facteurs, l'amélioration de la gestion de la liste par l'ANPE et la mise en place de la CRP permettent de mieux comprendre la fraction de la baisse du chômage que les seules dynamiques estimées de l'emploi et de la population active ne suffisent pas à expliquer.

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite

Graphique 12
Taux de chômage en zone euroGraphique 13
Taux de chômage dans le monde

Source : Eurostat.

baisse de -16 000 ce trimestre, après une augmentation de +12 000 au 3^{ème} trimestre (graphique 11).

Dans la zone euro, la baisse du chômage se poursuit également

Comme en France, la croissance en zone euro faiblit au 4^{ème} trimestre de 2005: +0,3 %, après +0,7 % au 3^{ème} trimestre. En glissement annuel, le PIB de la zone euro augmente de +1,7 % après +1,6 % au 3^{ème} trimestre. En moyenne annuelle sur 2005, la croissance du PIB de la zone euro est de +1,4 %, après +1,8 % en 2004. Ce ralentissement de la croissance au 4^{ème} trimestre de 2005 en zone euro est notamment imputable aux contre-performances des exportations françaises et allemandes en fin d'année.

En Allemagne, après trois trimestres de croissance modérée, l'activité stagne au 4^{ème} trimestre (+0,0 %), en raison d'un recul important de la consommation des ménages. Sur l'ensemble de l'année 2005, le marché du travail allemand enregistre une très légère amélioration. Le taux de chômage au sens du BIT est en légère baisse: 9,5 % de la population active fin 2005, après 9,6 % fin 2004 (graphique 12). Au trimestre le trimestre, le taux de chômage allemand doit être interprété avec prudence. En

effet, pour comptabiliser le nombre de chômeurs, une nouvelle enquête téléphonique a été mise en place en 2005, et celle-ci nécessite le recours à une méthode de corrections saisonnières encore provisoire.

La croissance resterait faible au 4^{ème} trimestre en Italie, selon les estimations de l'Insee (+0,2% après +0,3 % au 3^{ème} trimestre), en raison d'un ralentissement de la demande intérieure et des exportations.

En Espagne, la croissance est toujours robuste: le PIB augmente de +0,9 % au 4^{ème} trimestre de 2005, comme au 3^{ème} trimestre, soit +3,5 % en glissement annuel. Le dynamisme de ces deux dernières années continue d'alimenter le recul du chômage. Le taux de chômage espagnol atteint 8,5 % fin décembre 2005, après 8,8 % fin septembre.

Au total, le taux de chômage de la zone s'établit à 8,4 % fin décembre comme fin septembre 2004.

Au Royaume-Uni, la croissance du PIB se raffermi: +0,6 % au 4^{ème} trimestre de 2005, après +0,4 % au 3^{ème} trimestre. Cette amélioration ne permet cependant pas d'interrompre le redressement du taux de chômage (graphique 13).

Aux États-Unis, malgré le ralentissement de la croissance au 4^{ème} trimestre de 2005 (+0,4 %, après +1,0 % au trimestre précédent), le taux de chômage reste orienté à la baisse: 4,9 % de la population active fin décembre 2005, après 5,1 % fin septembre.

L'activité continue d'accélérer au Japon au 4^{ème} trimestre de 2005. Le chômage reste stable à l'un de ses plus bas niveaux depuis la mi-1998: le taux de chômage s'établit ainsi à 4,4 % fin décembre 2005.

Dares*

* Cette synthèse conjoncturelle est réalisée à la Dares par une équipe animée par Edouard Fabre et Bérengère Junod, composée de Nicolas De Riccardis, Jean-Paul Faur, Christine Lagarenne, Marie Leclair, Sandrine Mathern, Géraldine Seroussi, Fabien Toutlemonde, Francis Vennat et Xavier Viney.

PREMIÈRES INFORMATIONS
et PREMIÈRES SYNTHÈSES
sont édités par le Ministère de l'emploi,
de la cohésion sociale et du logement
Direction de l'animation de la recherche,
des études et des statistiques (DARES)
39-43, quai André Citroën, 75002 Paris Cedex 15.
www.travail.gouv.fr (Rubrique Études et Statistiques)
Directeur de la publication : Antoine Magnier.

Téléphone Publications : 01.44.38.22. (60 ou 61)
Documentation : 01.44.38.23. (12 ou 14)
Télécopie : 01.44.38.24.43
Réponse à la demande : 01.44.38.23.89
e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr
Rédacteur en chef : Gilles Rotman.
Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira
et Francine Tabaton.

Maquettistes : Daniel Lepesant,
Guy Barbut, Thierry Duret.
Conception graphique : Ministère de l'emploi,
de la cohésion sociale et du logement.
Reprographie : DAGEMO.

Abonnements : La Documentation française,
124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex.
Tél. : 01.40.15.70.00.

Télécopie : 01.40.15.68.00
www.ladocumentationfrancaise.fr

PREMIÈRES INFORMATIONS
et PREMIÈRES SYNTHÈSES
Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 120 €,
CEE (TTC) 126,50 €, DOM-TOM et RP (HT) : 125,20 €,
hors CEE (TTC) 129,10 €, supplément avion rapide : 7,90 €
Publicité : Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale,
et du logement

Dépôt légal : à parution.
Numéro de commission paritaire : 3124 AD.
ISSN 1253 - 1545.

Références

- [1] Fabre, E., De Riccardis, N. [2006] « Évolution de l'emploi salarié au 4^{ème} trimestre 2005 : hausse modérée de l'emploi total » *Premières Informations*, n° 12.1, mars.
- [2] De Riccardis, N. [2006] « L'emploi intérimaire au 4^{ème} trimestre 2005 » *Premières Informations*, à paraître.
- [3] Mathern, S. [2006] « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au 4^{ème} trimestre 2005 – Résultats définitifs » *Premières Informations*, n° 13.2, mars.
- [4] Dares [2006-1] « Le marché du travail en janvier 2006 » *Premières Informations*, n° 10.1, mars.
- [5] Dares [2005] « Conjoncture de l'emploi et du chômage au 3^{ème} trimestre 2005 : le recul du chômage s'accroît dans une croissance rafferme » *Premières Informations*, n° 52.2, décembre.
- [6] Dares [2006-2] « Les tensions sur le marché du travail entre juillet 2005 et décembre 2005 » *Premières Informations*, à paraître.
- [7] Acoos [2006] « La masse salariale et l'emploi du secteur privé au 4^{ème} trimestre 2005 » *Acoos Stat – Conjoncture* n° 34, mars.
- [8] Eurostat [2006] « janvier 2006 : Le chômage stable à 8,3 % dans la zone euro » *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n° 25/2006, mars.
- [9] Insee [2006] « Chômage au sens du BIT- révisions des séries », *Informations Rapides*, n° 79, mars.
- [10] Insee [2006], *Note de conjoncture*, mars.